

# MASTER

## REGLEMENT DES ETUDES

**ANNEE UNIVERSITAIRE : 2020 - 2021**

**DOMAINE :** DEG

**DIPLOME :** MASTER **NIVEAU :** M1

**Mention :** Droit des affaires

**Parcours :**

**Régime/ Modalités :** *(cocher la ou les cases correspondantes)*

**Régime :** \_X\_ formation initiale \_X\_ formation continue

**Modalités :**  présentiel ; \_X\_ enseignement à distance ;  convention

alternance ;  contrat de professionnalisation ou  apprentissage

**DATE D'ARRETE D'ACCREDITATION PAR LE MINISTERE :** 11 juillet 2016

Responsable de l'année : Alexandre Delmotte

Gestionnaire : Emmanuelle Gredin

## I - Dispositions générales

### Article 1 : Objectifs et compétences acquises lors de la formation

La première année de master « droit des affaires » a pour objectif d'apporter aux étudiants un début de spécialisation dans le domaine « droit des affaires » les préparant à une poursuite d'études en seconde année de master.

La première année de master en droit s'obtient par la validation de deux semestres d'enseignement avec la possibilité de compenser entre eux les semestres 1 et 2. L'étudiant peut demander la délivrance du diplôme de Maîtrise dans les mêmes conditions.

### Article 2 : Conditions d'accès

Sont admis à s'inscrire en 1ère année de master en droit les titulaires d'une licence en droit délivrée par l'Etat français ainsi que les candidats ayant satisfait à l'une des procédures de validation des études, des acquis professionnels et personnels selon les dispositions en vigueur.

Lorsque des capacités d'accueil ont été définies dans les formations, l'admission en Master 1 est subordonnée à l'examen du dossier du candidat.

Par ailleurs, il faut justifier appartenir à l'une des six catégories suivantes : étudiants engagés dans la vie active, étudiants chargés de famille, étudiants engagés dans plusieurs cursus, étudiants résidant à l'étranger, étudiants empêchés pour des raisons de santé ou étudiants sportifs et artistes de haut niveau.

Demande de changement de régime : Les étudiants suivant le même diplôme en régime présentiel peuvent demander un changement de régime vers l'enseignement à distance au début du premier semestre et sous réserve de satisfaire aux conditions d'éligibilité.

## II – Organisation des enseignements

### Article 3 : Organisation générale des enseignements

La formation est organisée en : 2 semestres, divisés chacun en 6 unités d'enseignements (U.E.) obligatoires.

### Article 4 : Composition des enseignements

#### SEMESTRE 1

| UNITÉS   | Equivalent volume horaire | CREDITS   | COEFFICIENT |
|--|---------------------------|-----------|-------------|
| <b>UNITÉ 1</b><br>Droit du travail (relations collectives) | 24                        | 4         | 4           |
| <b>UNITÉ 2</b><br>Droit fiscal (résultats de l'entreprise) | 32                        | 6         | 6           |
| <b>UNITÉ 3</b><br>Droit civil (contrats spéciaux)          | 32                        | 5         | 5           |
| <b>UNITÉ 4</b><br>Propriété industrielle                   | 32                        | 5         | 5           |
| <b>UNITÉ 5</b><br>Droit du paiement et du crédit           | 24                        | 4         | 4           |
| <b>UNITÉ 6</b><br>Comptabilité                             | 18                        | 6         | 6           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>162</b>                | <b>30</b> | <b>30</b>   |

SEMESTRE 2

| UNITÉS  | Equivalent<br>volume horaire | CREDITS   | COEFFICIENT |
|---|------------------------------|-----------|-------------|
| <b>UNITÉ 1</b><br>Droit entreprise en difficulté            | 24                           | 6         | 6           |
| <b>UNITÉ 2</b><br>Droit fiscal (patrimoine de l'entreprise) | 32                           | 6         | 6           |
| <b>UNITÉ 3</b><br>Droit du travail (relation individuelle)  | 24                           | 4         | 4           |
| <b>UNITÉ 4</b><br>Droit civil (Sûretés)                     | 24                           | 4         | 4           |
| <b>UNITÉ 5</b><br>Droit des sociétés                        | 32                           | 5         | 5           |
| <b>UNITÉ 6</b><br>Droit pénal spécial des affaires          | 24                           | 5         | 5           |
| <b>TOTAL</b>  | <b>160</b>                   | <b>30</b> | <b>30</b>   |

**Article 4-1 : Stage facultatif ( = non crédité)**

Les étudiants sont incités à effectuer des stages, sous condition d'un suivi pédagogique, pendant les périodes où les activités d'enseignement sont suspendues. Tout stage fait l'objet d'une convention, d'une restitution et d'une évaluation succincte permettant de vérifier la conformité du stage aux exigences de la Faculté de droit. En fonction de la durée, du lieu de stage et de la nature de l'établissement, il donne éventuellement lieu à gratification par application des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les stages doivent se dérouler en dehors des enseignements (CM, TD) et peuvent si l'étudiant a obtenu son année en première session avoir lieu durant la période d'examen de la seconde session.

Sous réserve de l'accord pédagogique du responsable de formation, l'étudiant pourra accomplir des stages d'exploration professionnelle, notamment dans le cadre d'un projet de réorientation.

En aucun cas, un stage ne devra se poursuivre après la date de la reprise des cours si l'étudiant poursuit sa formation dans l'année supérieure, ni après le 30 septembre de l'année universitaire en cours s'il ne poursuit pas sa formation. Sur accord du responsable pédagogique, le service civique peut être assimilé à un stage.

Le stage dans un même établissement d'accueil ne pourra pas excéder 924 h (équival. 6 mois à temps plein) par année universitaire en dehors des heures de cours.

**III – Contrôle des aptitudes et des connaissances**

**Article 5 : Modes de contrôles**

Les matières suivantes font l'objet des dispositions ci-après :

Semestre 1 : droit civil (contrats spéciaux) et droit fiscal (résultats de l'entreprise)

Semestre 2 : droit des entreprises en difficulté et droit fiscal (patrimoine de l'entreprise)

Il peut également rédiger des devoirs-maison, qui seront corrigés et notés. Une évaluation sous forme de tests de connaissances pourra être proposée sur la plateforme Moodle. S'agissant d'un travail personnel noté, les devoirs-maisons sont soumis au logiciel anti-plagiat. La note obtenue lors de l'examen terminal pourra alors être majorée, jusqu'à trois points supplémentaires, en fonction de la qualité des devoirs rendus et du résultat des tests de connaissance, soumis à l'évaluation de l'enseignant responsable du cours.

## **Article 6 : Validation, compensation et capitalisation**

### **6-1 : Règles générales d'obtention des UE, semestre, année**

Une année peut être acquise :

- soit par **validation** de chacun des semestres qui la composent (note  $\geq 10/20$ ),
- soit par **compensation annuelle** entre ces 2 semestres (moyenne générale à l'année  $\geq 10/20$ ).

Un semestre peut être acquis :

- soit par **validation** de chacune des UE qui le composent (note  $\geq 10/20$ ),
- soit par **compensation semestrielle** entre ces UE (moyenne générale au semestre  $\geq 10/20$ ).

**Il n'est pas possible de renoncer à la compensation semestrielle et annuelle.** En cas de réussite par compensation, l'étudiant n'est pas autorisé à se représenter en session 2.

Une UE peut être acquise :

- soit par **validation** de chacune des matières qui la composent (note  $\geq 10/20$ ),
- soit par **compensation** entre ces matières (moyenne générale à l'UE  $\geq 10/20$ ).

### **Article 6-2 : Capitalisation des éléments :**

Toute note égale ou supérieure à la moyenne, obtenue par l'étudiant à une unité d'enseignement ou à un semestre est capitalisée et ne peut être repassée. Elle est définitivement acquise, ainsi que les crédits correspondants.

Une note inférieure à la moyenne est capitalisée ainsi que les crédits correspondants, lorsque l'étudiant a obtenu par compensation la moyenne à l'unité ou au semestre dans lequel figure la matière ; elle est également définitivement acquise lorsque l'année est validée.

### **Article 6-3 : Reconnaissance de l'engagement étudiant**

Une bonification sera accordée à tous les élu.es ayant siégé physiquement au moins à la moitié des conseils et des groupes de travail auxquels ils sont élu.es et/ou nommé.es. Elle n'est pas cumulable avec un ETC valorisant également l'engagement dans les instances de l'UGA.

Afin de valoriser l'engagement, en dehors de la formation universitaire, la Faculté met en place une bonification au profit des étudiants salariés (non entrepreneur) qui ont un contrat de travail supérieur à 10 heures hebdomadaires, et à ceux qui sont impliqués dans une activité d'intérêt général ou artistique, à la condition que celle-ci ne puisse pas être reconnue dans le cadre d'un "enseignement transversal à choix" de l'UGA que l'étudiant est invité à suivre (engagement associatif, syndical, citoyen). La Faculté de droit attribue cette bonification au regard d'un document attestant de l'engagement et d'un rapport écrit à partir duquel une note sur 20 sera affectée à l'étudiant. Les points au-dessus de 10/20 seront ajoutés au total de points du ou des semestres (l'étudiant pouvant choisir de bénéficier de la bonification sur un ou deux semestres). Cette bonification est incompatible avec toute autre bonification relative à l'engagement étudiant.

## **IV- Examens**

### **Article 7 : Modalités d'examen**

#### **Article 7-1 : Organisation des examens**

Deux sessions de contrôle des connaissances et aptitudes sont organisées : une session initiale et une seconde session. Les examens se déroulent exclusivement à Grenoble.

Les examens des matières droit civil (contrats spéciaux), droit fiscal (résultats de l'entreprise), droit des entreprises en difficulté et droit fiscal (patrimoine de l'entreprise) se déroulent sous forme écrite en 3 heures.

Les examens des autres matières se déroulent, au choix de l'enseignant responsable de la matière et pour chacune des deux sessions d'examen, sous forme d'oraux ou d'un examen écrit d'une heure. Les enseignants sont tenus d'informer préalablement les étudiants des modalités d'interrogation.

L'enseignant responsable peut autoriser, pour l'examen, l'utilisation de certains documents correspondant à la matière sous réserve d'une information préalable suffisante des étudiants.

Périodes d'examen :

Semestre 1 session 1 : mi janvier

Semestre 2 session 1: mi-juin

session 2 : début septembre

session 2 : début septembre

**Article 7-2 : Absences aux examens terminaux**

Toute absence à une épreuve d'un examen terminal entraîne la défaillance de l'étudiant à cette épreuve, qui est levée automatiquement pour la seconde session.

**Article 7.3 : Adaptation des modalités d'évaluation dans des circonstances exceptionnelles**

Conformément à l'article 14 de l'Arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master : « *Lorsqu'ils sont confrontés à des situations exceptionnelles affectant le déroulement normal des examens, les établissements peuvent adapter les modalités d'évaluation en garantissant la qualité des diplômes délivrés, notamment en recourant aux usages du numérique.* »

**Article 8 : Organisation de la session 2**

L'étudiant n'ayant pas, à la première session, validé l'un ou les deux semestres a la possibilité de passer, à la seconde session, une épreuve dans la ou les matières où la note obtenue a été inférieure à la moyenne et dans la ou les matières où il a été défaillant.

Toutefois :

- Si l'étudiant a obtenu les deux semestres par compensation, il ne peut repasser aucune épreuve dans les matières des deux semestres.
- Si l'étudiant a obtenu un semestre, il ne peut repasser aucune épreuve dans les matières de ce semestre.
- Si l'étudiant a obtenu une unité d'enseignement, il ne peut repasser aucune épreuve dans la matière de cette unité d'enseignement.

Dans toutes les matières que l'étudiant présente à la seconde session, la note prise en compte est celle acquise lors de cette session.

## **V- Résultats**

**Article 9 : Jury**

Le Doyen de la Faculté désigne la composition des jurys d'examen. Les jurys comprennent au moins trois membres et sont présidés par les professeurs, les maîtres de conférences ou les personnels assimilés.

Le jury de ce parcours est souverain et peut, par une délibération spéciale, attribuer ou non des « points-jury » au total de chaque semestre pour permettre à l'étudiant d'obtenir la moyenne requise.

L'étudiant qui constate une erreur dans la retranscription de ses résultats doit le signaler dans les meilleurs délais.

Les décisions du jury, en ce qui concerne les notes et le résultat final, sont définitives et sans appel.

Périodes de réunion des jurys de semestre :

Date 1<sup>er</sup> passage au CFVU

Dernière date de validation  
en CFVU : (dernière modification du RE)

Date d'édition



#### **Article 14 : Conseil de perfectionnement**

Un conseil de perfectionnement réunissant l'équipe pédagogique (enseignants-chercheurs, enseignants d'anglais juridique, chargés de travaux dirigés et praticiens), le personnel gestionnaire de scolarité et des représentants des étudiants se réunit une fois par an pour évaluer la formation et formuler des propositions d'améliorations. À l'EAD, eu égard au caractère distanciel des formations dispensées, le conseil de perfectionnement est remplacé par un questionnaire en ligne sur la plateforme Moodle. La participation d'étudiants distanciels aux conseils de perfectionnement se déroulant à la faculté demeure pleinement possible.

#### **Article 15 : Déplacements**

Les étudiants pourront dans le cadre de leur scolarité être amenés à effectuer certains déplacements, si besoin est, à l'aide de leur véhicule personnel, pour participer aux examens qui ont lieu à l'université de Grenoble.

#### **Article 16 : Dispositions pour les publics particuliers**

##### **Etudiants en situation de handicap :**

Les étudiants porteurs de handicap peuvent bénéficier, à leur demande, d'aménagements individualisés des modalités de contrôle des connaissances. Ces aménagements font l'objet d'un accord écrit entre l'étudiant concerné, l'enseignant responsable du SAH et le vice-Doyen de l'EAD.

##### **Etudiants sportifs de haut niveau :**

En conformité avec les textes et conventions existants, les étudiants ayant le statut de « sportif de haut niveau » peuvent bénéficier, à leur demande, d'aménagements individualisés. Ces aménagements font l'objet d'un accord écrit entre l'étudiant concerné, l'enseignant responsable du Service des Sports et le vice-Doyen de l'EAD.

#### **Article 17 : Discipline générale**

Le respect et l'assiduité s'imposent. Les manquements graves pourront être sanctionnés. Seule la section disciplinaire est compétente pour prononcer des sanctions à l'égard des étudiants.

##### **Attitude irrespectueuse, fraude aux examens, à l'inscription et plagiat aux devoirs maison :**

Une procédure disciplinaire est mise en œuvre par le Président de l'université.

Au terme de la procédure d'instruction, la formation de jugement de la section disciplinaire se prononce sur la sanction.

#### **Article 18 : Mesures transitoires**

L'étudiant qui a été admis à redoubler se voit appliquer les dispositions du présent règlement pour chacun des semestres non validés. Les éventuelles difficultés résultant de la modification de la maquette de licence font l'objet d'un contrat pédagogique conclu avec le vice-doyen de l'EAD.

**SUIVI DES MODIFICATIONS :**

| N° de Version (1) | Date de Validation Conseil UFR (2) | Date de Validation en CFVU (3) | Nature des modifications (n° article, n° paragraphe) (4)       |
|-------------------|------------------------------------|--------------------------------|--|
| 1                 |                                    | 22/09/2016                     | 1 <sup>ère</sup> année d'accréditation du contrat 2016 – 2020. |
| 2                 |                                    | 13/07/2017                     |  |
|                   |                                    | 20/09/2018                     |  |
|                   |                                    | 26/09/2019                     |  |
|                   |                                    | 22/09/2020                     |  |

**(1) N° de version du règlement d'études dans l'accréditation**

**(2) Date de passage et de validation au Conseil d'UFR**

**(3) Date de passage et de validation au CFVU**

**(4) Indiquer soit, les modifications s'il y en a (dans ce cas, indiquer leur nature (importante ou mineure) et, dans quel article ou paragraphe, on trouve la modification) soit, sans modification.**